

●●● **vulnérables au niveau national, environ 100 000 nécessitent des soins pour troubles psychiatriques, les deux tiers échappant à tout suivi**», souligne le docteur Alain Mercuel, chef du pôle Santé mentale et exclusion sociale (Smes) rattaché au centre hospitalier Sainte-Anne, à Paris.

Parmi cette population, la part des migrants ne cesse d'augmenter. «L'enquête Samenta 2 qui est en cours devrait préciser les choses, mais c'est ce que l'on observe sur le terrain», poursuit Alain Mercuel. Au Smes, ils représentaient 10 à 15% des personnes rencontrées par nos équipes mobiles il y a dix ans. Un pourcentage qui monte aujourd'hui à près de 50%. «Même constat à la consultation spécialisée parisienne du centre Primo-Levi qui voit défiler, bon an mal an, 400 de ces patients issus de 46 nationalités. «Huit migrants sur dix auraient besoin d'un suivi», insiste le psychanalyste Armando Cote.

**«La plupart des réfugiés qui souffrent de troubles sont les premières victimes de leur maladie qui se traduit par des dépressions, des addictions, des tentatives de suicide.»**

Le phénomène a une double explication. «D'abord, le nombre de demandeurs d'asile a été multiplié par quatre en une décennie, ce qui augmente mécaniquement le nombre de situations problématiques», pointe Jean-François Ploquin, directeur général de Forum réfugiés. Mais cela tient surtout au parcours de vie de ces migrants. «Beaucoup présentent d'importants symptômes post-traumatiques, conséquences des sévices subis dans le pays d'origine: guerre, torture, viols, prostitution forcée, esclavage domestique, persécutations», explique la psychologue Marina Aznar Berko, qui accom-

pagne des familles et des mineurs isolés à Avignon. À cela s'ajoutent les épreuves rencontrées sur la route de l'exil. «Les périodes ne se comptent plus en semaines, mais en mois, voire en années, et sont de plus en plus dangereuses et violentes, si bien que ces personnes arrivent très abîmées en Europe», souligne Jean-François Ploquin.

C'est sans compter la perte de repères liée à l'arrivée dans un pays dont on ne connaît souvent ni la langue ni les usages et à la précarité à laquelle sont confrontés la plupart des exilés, hébergés dans des centres d'urgence ou condamnés à la rue. «L'insécurité administrative n'arrangeant en rien les fragilités psychologiques préexistantes», appuie Marianne Kédia, docteure en psychologie clinique et spécialiste des états de stress post-traumatique.

«Le problème est que, si ces migrants arrivent de plus en plus abîmés, ils sont aussi de moins en moins accompagnés à leur arrivée en France», alerte la psychiatre Claire Mestre, responsable de la consultation transculturelle du CHU de Bordeaux. L'identification des fragilités chez les nouveaux arrivants constitue pourtant une obligation légale faite aux États membres de l'Union européenne depuis une directive de juin 2013. Et de fait, lorsqu'un demandeur d'asile dépose un dossier, il est reçu par un agent de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (Ofii), qui procède à une évaluation de ses vulnérabilités. Mais le questionnaire porte surtout sur les fragilités visibles actuelles – handicap, addictions, ressources – plus que sur les souffrances psychiques enfouies, déplorent les professionnels interrogés.

«Malgré l'accueil le plus souvent bienveillant des agents, le principe d'accompagnement se heurte à la réalité d'une politique migratoire plus préoccupée par la gestion des flux que par la protection de ceux qui en auraient besoin», pointe Vincent Feireisen, psychologue à la permanence d'accès aux soins de santé (Pass) de Strasbourg. Résultat: «À leur arrivée sur le territoire, les réfugiés ne sont pas réellement évalués sur le plan psychique, et, quand ils le sont, leur prise en charge n'est pas toujours assurée dans la durée

**«Beaucoup présentent d'importants symptômes post-traumatiques, conséquences des sévices subis dans le pays d'origine.»**

comme elle devrait l'être», déplore Daniel Bréhier, ancien psychiatre référent à Médecins du monde.

Face à cette situation, les associations font ce qu'elles peuvent. «La Fondation de France a lancé, il y a trois ans, son programme "Santé mentale des exilés" doté d'environ 800 000 € pour soutenir une quarantaine de partenaires», détaille Sophie Lasserre, sa responsable. De son côté, Forum réfugiés a lancé, l'an dernier, un deuxième centre spécialisé à Clermont-Ferrand après

celui créé en 2007 à Villeurbanne, en banlieue lyonnaise. «Mais cela ne comble pas les manques de la psychiatrie en France», nuance Jean-François Ploquin.

«La psychiatrie est en déroute, ce n'est pas un secret. Et elle l'est plus encore concernant le soin psychique des réfugiés», constate Marina Aznar Berko. «Cette pénurie d'offres de soins, qui frappe aussi bien la population générale, tient d'ailleurs moins à un problème de moyens qu'à un manque de personnels formés. Aujourd'hui, sur les 6 000 postes hospitaliers publics, 30% sont inoccupés faute de candidats», précise Alain Mercuel.

Son collègue Laurent Layet appelle toutefois à garder raison et à ne pas céder aux sirènes alarmistes tirées par certains responsables politiques. «Tous les réfugiés ne sont pas des fous potentiellement dangereux. La probabilité d'être agressé par quelqu'un de délirant, syrien ou breton, est extrêmement faible, plus faible que celle de prendre la foudre

sur la tête. La réalité est même inverse: la plupart des réfugiés qui souffrent de troubles sont les premières victimes de leur maladie qui se traduit par des dépressions, des addictions, des tentatives de suicide. Mais évidemment, il suffit d'un passage à l'acte pour que cela suscite la peur dans l'opinion», note-t-il.

Abdalmasih H. fait-il partie de cette petite minorité de patients à risque qui ont échappé à tous les radars pendant des années et qui, poussés par les idées délirantes qui peuplent leur psychisme, entreprennent soudainement un «voyage pathologique» sans retour? De la réponse à cette question va dépendre la suite judiciaire de ce drame. Si les experts concluent à une abolition du discernement au moment des faits, le mis en cause échappera à un procès pour être soigné. Dans le cas contraire, il encourra la réclusion criminelle à perpétuité. **Antoine d'Abundo avec Bernard Gorce, Emmanuelle Lucas et Antoine Oberdorff**

## Des fidèles interpellés par l'identité chrétienne de l'assaillant

— L'auteur présumé de l'attaque au couteau à Annecy a prononcé la formule «Au nom de Jésus-Christ» en passant à l'acte, jeudi 8 juin.

— Un élément qui a ajouté à l'émotion des chrétiens de la ville de Haute-Savoie.

Annecy (Haute-Savoie)

De notre envoyé spécial

La nouvelle a vite parcouru les rangs de la communauté catholique d'Annecy. Le réfugié syrien, auteur présumé de l'attaque au couteau perpétrée jeudi 8 juin dans le parc du Pâquier, s'est dit chrétien en demandant l'asile. Et il a prononcé le nom de Jésus-Christ en s'en prenant à des enfants, une référence entendue par des témoins de la scène, comme l'a confirmé la procureure d'Annecy, Line Bonnet-Mathis. «Que cet homme se dise chrétien nous interpelle, c'est vrai», reconnaît Marie-Françoise, une paroissienne de 68 ans. «Cela nous a bouleversés encore plus», ajoute Clémence, 27 ans.

Les deux femmes ont assisté, vendredi 9 juin, à la messe célébrée à l'intention des victimes dans la cathédrale Saint-Pierre. Dans son homélie, Monseigneur Le Saux, évêque d'Annecy, a lui-même abordé le troublant sujet: «Quand j'ai appris que cet homme a accompagné son geste, son crime, par les mots "Au nom de Jésus", bien sûr, j'en ai été et j'en suis encore terriblement blessé et ému. Poser un tel acte de violence au nom de Jésus est une perversion. Que l'on soit chrétien, musulman ou croyant, tuer ou



vouloir tuer au nom de Dieu est une perversion absolue.»

Une autre information a pu ajouter à l'émotion: selon son ex-femme, interrogée en Suède, l'assaillant aurait été hébergé dans une église. «On a dit tout et n'importe quoi, personne n'a jamais dormi dans une église, on les ferme le soir», soupire le père Didier Milani, curé de la paroisse Sainte-Jeanne-de-Chantal, la plus proche du lieu du drame. «Je n'ai trouvé aucune trace du fait qu'on ait pu l'héberger», poursuit le père Vincent Grillet, responsable de la paroisse voisine, Sainte-Thérèse en Annecy. On fait de l'hébergement d'urgence tout l'hiver pour 40 personnes, cet homme n'y est pas venu.»

Le prêtre relativise le trouble qui agiterait les fidèles de sa ville. «Personne n'est venu me voir en me disant "mais vous vous rendez compte, il a dit "Au nom de Jésus", et peu de gens me parlent de l'identité chrétienne présumée de cet assassin, raconte-t-il. Les chrétiens sont restés à distance de cet élément. Pour eux, c'est d'abord un homme isolé, perdu, malade, qui est passé à l'acte. Ce n'est pas un acte lié à la foi.»

Pilier de l'équipe paroissiale de Sainte-Jeanne-de-Chantal, Patrick Jarreau fait partie de ces croyants qui sont restés à «distance» des supputations sur le caractère chrétien de l'affaire. «Probablement, quand on est en présence d'un acte comme cela et qu'il est question d'un Syrien, on attend qu'il soit islamiste, pas qu'il porte une croix autour du cou et qu'il dise agir au nom de Jésus, commente-t-il. En tant que chrétien, on ne peut qu'en être ému et blessé, évidemment. Mais on a manifestement affaire à quelqu'un de très gravement perturbé.»

La mauvaise santé psychiatrique du suspect n'a pas été confirmée par la justice. Mais le père Milani, lui aussi, pense qu'il est «d'abord un malade». «Ma surprise, c'est que les médias s'intéressent autant à nous», poursuit-il en souriant dans son bureau, après avoir célébré un baptême. «Ce qui est plus intéressant à relever, c'est que ce soit un "vrai" chrétien qui ait couru après lui.» Le prêtre fait référence à Henri, ce jeune pèlerin qui s'est interposé avec son sac à dos face à l'assaillant armé d'un couteau.

Gaël Colmet-Daâge, un paroissien fraîchement installé à Annecy, tient aussi à souligner le rôle de celui dont l'intervention a été filmée par de nombreux badauds. «D'un côté, on a un réfugié qui a sans doute beaucoup souffert et a probablement "pété les plombs"; de l'autre, on a Henri, un jeune homme manifestement bien construit dans sa tête, qui visite les cathédrales», résume-t-il. Deux chrétiens aux parcours opposés qui se sont trouvés réunis par le même drame.

**Pascal Charrier**

### paroles

«Il ne faut pas céder à la peur»

Mickaël Marin  
Directeur du Festival du film d'animation d'Annecy

«Un consensus s'est vite établi avec le maire d'Annecy et la préfecture sur le fait que le festival pouvait se dérouler en toute sérénité et en toute sécurité. Il est extrêmement difficile d'annuler un événement d'une si grande ampleur, le plus grand

de la ville, trois jours avant son lancement. Les Annéciens y tiennent car c'est une bulle de liberté. Nous avons toutefois annulé les projections en plein air du dimanche soir sur le Pâquier (à deux pas du parc où a eu lieu l'attaque, NDLR) car la journée qui précède est le temps d'un rassemblement en soutien aux victimes. Mais il ne faut pas céder à la peur, et il est important de pouvoir se retrouver autour d'un événement festif et fédérateur. Nous recevons d'ailleurs des témoignages du monde entier de familiers du festival qui disent avoir encore plus envie d'être à Annecy, avec nous.»  
Recueilli par Stéphane Dreyfus